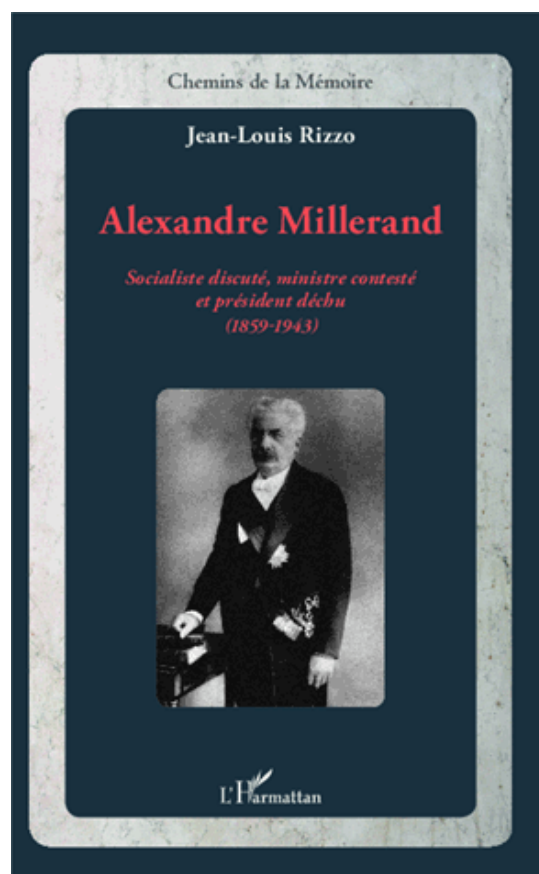




Agrégé d'histoire, puisqu'il y fut adjoint au maire. Il est reconnu comme étant l'un des meilleurs spécialistes de Pierre Mendès-France et de l'histoire du radicalisme, sujets auxquels il a consacré nombre d'ouvrages et d'articles.

Plus récemment, il a publié un livre consacré à Alexandre Millerand (aux éditions de L'Harmattan) qui constitue une véritable somme de 568 pages, fruit d'années d'efforts, de consultation d'archives et de recherches minutieuses.

Le parcours politique de Millerand est très vaste et embrasse la plus grande partie de la Troisième République. Le livre de Jean-Louis Rizzo, bien écrit, se lit facilement. C'est toute l'histoire de cette République qui se trouve restituée à travers cette biographie.

On peut se demander d'ailleurs pourquoi ce personnage qui fut député, plusieurs fois ministre, président du Conseil, président de la République et sénateur, a relativement peu intéressé jusqu'ici les biographes. Le sous-titre du livre de Jean-Louis Rizzo fournit une partie de la réponse : Millerand y est qualifié de « *socialiste discuté, ministre contesté et président déchu* ». Mais lorsqu'on lit son histoire, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle est marquée par bien des débats qui sont ceux du XXe siècle et qui, dans un contexte bien différent, nourrissent encore notre actualité.

J'en donnerai plusieurs exemples – sans prétendre à l'exhaustivité.

Jeune député radical, Millerand s'intéresse à la politique pénitentiaire. « *Dès l'année de son élection, il présente un rapport sur les services pénitentiaires, critique le système en général et demande tout à la fois un moindre recours à la prison préventive, une plus grande largesse dans les libérations conditionnelles, la séparation des prisonniers par niveau de dangerosité ainsi qu'un recours à la régie et non à l'entreprise privée pour faire travailler le détenu* » (p. 29).

Devenu socialiste, il se revendique clairement d'un « *socialisme républicain* » et « *réformiste* » (p. 62). Il défend l'impôt progressif sur les revenus et les successions, le retour à la nationalisation des chemins de fer et des sociétés minières, la séparation de l'Église et de

l'État, les droits des femmes – il est à cet égard en avance sur son époque – et l'inscription des libertés fondamentales dans la Constitution (p. 89).

C'est l'époque où, suite aux insistantes et virulentes « sommations » de Charles Péguy, il devient « *finalement dreyfusard* », comme l'écrit Jean-Louis Rizzo (p. 91-92).

Son entrée au gouvernement au sein du cabinet Waldeck-Rousseau en 1899 est un événement qui va fortement diviser les esprits. C'est la première fois qu'un socialiste entre dans un gouvernement. Circonstance aggravante, ce gouvernement compte, en qualité de ministre de la guerre, le général de Gallifret, l'un des responsables de la répression de la Commune de Paris en 1871. Le débat est violent. Jean Jaurès soutient Millerand. Il écrit : « *Un parti audacieux, conquérant ne doit pas à mon sens, négliger ces offres du destin, ces ouvertures de l'histoire* » et parle de « *responsabilité formidable (...) au bénéfice de la République et du socialisme* » (p. 99). Guesde, Vaillant et nombre d'autres déclarent que le « *parti socialiste, parti de classe, ne saurait devenir sous peine de suicide un parti ministériel* » (p. 99).

Avec Millerand qui s'oppose au « *verbalisme révolutionnaire* » (p. 129), le débat sur le réformisme, l'action réformatrice au sein d'un gouvernement s'ouvre donc. On sait que ce débat aura une longue postérité.

Ministre du commerce – ce qui, à l'époque, englobait aussi ce qu'on appellera le ministère du travail –, Millerand mène une politique active en direction des salariés. Il en fait la justification de sa présence au sein du gouvernement. Il se bat pour la loi des dix heures – dix heures de travail par jour ! - et dans la logique réformatrice qui est la sienne, il voudra prévoir une possibilité d'arbitrage pour l'ensemble des conflits du travail (p. 108). Millerand est néanmoins exclu du Parti socialiste. Dès lors, l'histoire retiendra la suite de son parcours comme une « *dérive droitière* ».

Millerand est ensuite ministre de la guerre, puis des affaires étrangères. Parallèlement, il mène une réflexion sur les institutions et défend nombre de réformes. Ainsi, il plaide pour la suppression du scrutin d'arrondissement dont il dénonce le caractère notabiliste – il dit que c'est le scrutin des « *mares stagnantes et croupissantes* » (p. 289) – et défend le scrutin proportionnel, dont la logique lui paraît plus clairement politique.

Après avoir été commissaire général en Alsace-Moselle puis président du Conseil, Millerand devient, en 1920, président de la République. Son action, à ce titre, est importante. Il marque en particulier une forte volonté de « *faire payer l'Allemagne* » et organise l'occupation de la Ruhr. Mais ce qui retient l'attention, c'est le fait qu'il fut, en quelque sorte, un précurseur de la Cinquième République. A rebours de la conception que la Troisième République s'était faite du rôle du président de République, Millerand se refuse à « *inaugurer les chrysanthèmes* », prend position pour la majorité du moment contre le « *cartel des gauches* » et développe dans son discours d'Evreux du 14 octobre 1923, une conception novatrice des institutions donnant au président un rôle actif qui en ferait un véritable chef de l'exécutif. C'est ainsi qu'il veut lui donner le droit de dissoudre les deux chambres ainsi que le droit de solliciter une deuxième lecture pour certains textes de loi – auquel cas ceux-ci devraient être votés, en deuxième lecture, par une majorité des deux tiers des députés. De même, il préconise l'élargissement du collège électoral chargé d'élire le président de la République (p. 451). Ces positions mettront Millerand dans une situation difficile, ce qui le conduira à donner sa démission en 1924.

Je ne peux relater ici tout ce que nous apporte ce livre très complet, détaillé, informé.

Je veux simplement, pour finir, remercier Jean-Louis Rizzo de l'avoir écrit. L'histoire éclaire le présent et permet de préparer l'avenir. Des questions comme celles du réformisme, du réalisme économique, des institutions, des rôles respectifs de l'exécutif et du législatif restent – ô combien – actuelles. En connaître l'histoire permet de les mettre en perspective et de mieux

les appréhender.

Le parcours singulier d'Alexandre Millerand est à cet égard riche et plus complexe qu'on pouvait le croire à la lecture des descriptions cursives et simplificatrices qui en ont été trop souvent faites. C'est le mérite du livre de Jean-Louis Rizzo que d'en donner une vision plus juste, plus conforme à la réalité et plus éclairante pour les débats d'aujourd'hui – au prix d'un considérable labeur !

Jean-Pierre Sueur

.